

« Brest, métropole coopérative »

François Cuillandre, maire de Brest, président de la métropole de Brest, président de l'Agence d'urbanisme Brest-Bretagne (Adeupa).

Quel est le sens de la figure métropolitaine brestoise, en particulier vis-à-vis de l'Ouest breton ?

François CUILLANDRE: Une métropole n'est pas simplement un « gros EPCI ». Elle se distingue par sa fonction relationnelle, de mise en réseau des territoires. Les travaux que nous menons dans le cadre du programme POPSU Métropoles montrent bien que, malgré une performance économique moyenne, la métropole brestoise joue ce rôle d'incubateur et de connecteur du système territorial de l'Ouest breton à l'économie française, européenne et mondiale, grâce à ses équipements métropolitains et grâce aux acteurs locaux porteurs d'un rayonnement international, qu'ils soient publics, tels que la Marine, le CHU, l'université, l'Ifremer, ou privés, tels que les grands industriels de la Défense, de l'agroalimentaire, ou encore de la banque et de l'assurance.

Deux exemples illustrent cette idée d'incubateur d'innovation et de connecteur à l'économie internationale. Ce sont la Capitale French Tech, que Brest anime en embarquant à ses côtés les acteurs du numérique de Lannion, Morlaix, Quimper, et le Campus mondial de la mer, qui fédère tous les acteurs universitaires et industriels de la pointe bretonne, leur permettant d'être ensemble plus forts et lisibles sur la scène mondiale des sciences et techniques de la mer. C'est un exemple concret de « métropole coopérative » pour reprendre le titre d'une séquence du récent colloque POPSU. Ces fonctions, il est essentiel de les renforcer au bénéfice de l'ensemble du territoire régional qui sinon connaîtrait un développement déséquilibré entre sa frange est, portée par la dynamique de Rennes et Nantes, et son ouest péninsulaire, où il faut se battre pour aller chercher le développement. Ce développement équilibré est un enjeu fort d'aménagement du territoire, et nous attendons de l'Union européenne, de l'État, de la Région qu'ils y contribuent activement, aux côtés de la métropole.

Quel rôle attribuez-vous à l'Adeupa ?

F.C.: L'agence est une structure technique d'étude et de conseil qui intervient pour éclairer la réflexion des élus. La qualité de ses travaux est reconnue et cela a conduit une majorité de collectivités de l'Ouest breton à faire le choix d'y adhérer. L'Adeupa, qui était historiquement centrée sur la métropole et son bassin de vie, intervient aujourd'hui à l'échelle de la moitié ouest de la Bretagne, ce qui représente en gros les territoires avec lesquels la métropole a le plus d'interactions sociales, économiques et, même si on y pense moins souvent, environnementales.

Par ses travaux, l'agence nous permet de disposer d'une connaissance d'ensemble de l'Ouest breton et ainsi de nous mobiliser dans les configurations adaptées aux enjeux à traiter. Elle nous aide aussi à formuler une expression politique commune, comme ce fut, par exemple, le cas au début de l'élaboration du SRADDET.

Pour le dire simplement, l'agence est un outil support des coopérations de la métropole dans l'Ouest breton, la Bretagne et plus largement dans l'espace métropolitain Loire-Bretagne. Elle est aussi un exemple concret de solidarité entre les territoires par la mutualisation de l'ingénierie. En effet, la moitié de son financement vient de la métropole. Sans cela, les communautés d'agglomération ou de communes voisines auraient du mal à accéder au niveau d'expertise que propose l'Adeupa.

ENTRETIEN



© Ville de Brest

La rencontre des agences d'urbanisme était centrée sur des futurs heureux, quels sont ces futurs heureux que vous souhaitez ?

F.C.: Il est difficile de se projeter dans des futurs heureux alors que nous traversons une crise sanitaire, économique et sociale sans précédent. Cette crise agit aussi comme un révélateur sur l'efficacité ou les défaillances de l'action publique et interroge bien évidemment le modèle économique. C'est la question de la souveraineté économique, mais pas seulement. Il faut se saisir de cette crise dans une perspective de changements. Pouvoir parler de l'avenir à nos concitoyens, en particulier aux plus jeunes, qui sont dans le doute et la peur, dans la précarité et le sentiment d'être une génération sacrifiée, me paraît indispensable. Au risque sinon de laisser prospérer le repli sur soi, les communautarismes de tout genre.

Des futurs heureux, c'est peut-être s'attacher à l'essentiel. Porter une attention accrue au bien-être des personnes, au lien social, à la solidarité, à la qualité de l'environnement. Cela nécessite d'y consacrer des moyens qui tendent pourtant à se raréfier. Il nous faudra y arriver sans laisser personne au bord du chemin, ni dans les villes, ni dans les campagnes. Il y va de la préservation de ce qu'on appelle le vivre-ensemble, ou la cohésion sociale.

Sur tous ces sujets, d'intérêt général, l'action publique est, et sera, en première ligne. Je pense que les territoires sauront travailler ensemble pour porter des initiatives innovantes. En Bretagne, nous avons l'habitude de nous retrouver et d'agir ensemble quand le sujet le nécessite. Je souhaite que ce soit également le cas dans le dialogue avec l'État et l'Union européenne. ■ Propos recueillis par Benjamin Grebot